Numéro 91
Jeudi
21 février 1980
Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Le style, c'est l'homme par Guillaume Douze ● Le procès de François Pain : le P.s témoigne ● Corse : la Balagne morte ● Parcours fédéral dans le Gard avec Edmond Fabre ● Lorraine : la grève dans les houillères ● Barre : les imprécations au secours des échecs ● Consommation : vérité des prix et fumées sur les produits ● Les immigrés cherchent un appui à Strasbourg

L'inflation galope, le chômage s'accroît

Barre : Je continue

Jadis, Raymond Barre promettait une légère progression du pouvoir d'achat, et le pouvoir d'achat stagnait.

Naguère, il garantissait le maintien du pouvoir d'achat et le pouvoir d'achat régressait.

Aujourd'hui, il avertit les Français que la préservation de leur niveau de vie devient « un objectif de plus en plus ambitieux ». Les optimistes, ayant remarqué que le Premier ministre se trompait toujours dans ses prévisions économiques, peuvent espérer qu'il se trompe cette fois-ci encore et que le pouvoir d'achat va donc se maintenir ou s'améliorer. Les réalistes, en revanche, sont en droit de craindre que les choses s'aggravent, en considérant que si Raymond Barre se trompe tout le temps, c'est tout le temps dans le même sens : celui du pire.

De l'audace à l'impudence

Barre se trompe et il trompe. Ses échecs sont toujours la faute du pétrole, de la conjoncture internationale, du désordre des économies étrangères, du dérèglement monétaire... la faute à Voltaire, la faute à Rousseau... En aucun cas ce ne peut être la faute de celui qui, pourtant, dirige les affaires de la France.

Il les dirige si mal que tout va de plus en plus mal. Et se refuse cependant, avec entêtement, à changer de politique. Son obstination à s'opposer à toute mesure de relance fait croître le chômage, sous prétexte de juguler l'inflation.

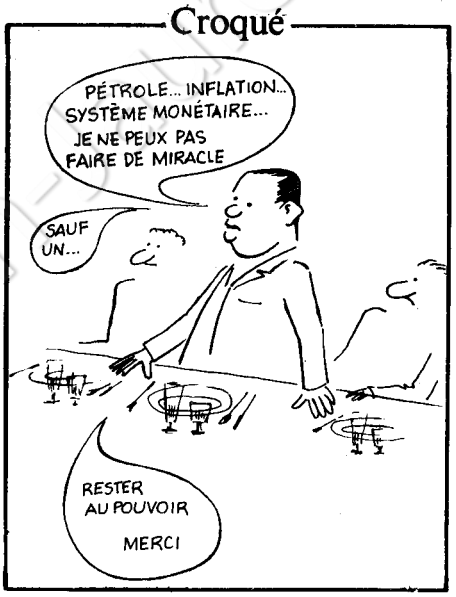
C'est ainsi que la France et les Français subissent en même temps, et le chômage, et l'inflation. A des taux jamais atteints, mais qui ne sont pas encore des records, puisqu'on annonce déjà que l'indice des prix pour janvier atteindra + 2 % ! Ce qui n'empêche pas M. Barre de « tenir pour dérisoires toutes les analyses et les propositions »... qui ne sont pas conformes aux siennes, passant ainsi de l'audace à l'impudence.

Impudence aussi que d'accuser à nouveau et condamner par avance les travailleurs. Il sait que le pouvoir d'achat des smicards a baissé de plus de 2 % l'année dernière. Il ose cependant leur dire d'« écarter les revendications excessives et les surenchères néfastes ».

De telles déclarations ne relèvent plus de l'analyse économique ni de la stratégie politique. Elles sont justiciables d'un examen clinique.

Georges Fillioud

Croqué



épinglé

« Une fois la ligne politique fixée, son application dépend des cadres ».
Joseph Staline

Afghanistan : les Neuf proposent, les Grands disposent

L'idée de neutralité ou de neutralisation de l'Afghanistan avancée par les Neuf, réunis à Rome, n'a pas été expliquée ni précisée par les ministres des Affaires Etrangères européens. Elle ne figure qu'en 3 lignes dans leur communiqué commun, avec une formule vague... puisqu'il s'agit de « permettre à un Afghanistan neutre de se placer à l'écart de la compétition des puissances ».

L'objectif consistant à obtenir le retrait des troupes soviétiques du pays qu'elles ont envahi, ne peut qu'être approuvé. Il reste à en trouver les moyens. Et la neutralité d'une nation ne peut guère être décrétée par la seule volonté de quelques autres états.

Il est vrai que Moscou, pour justifier son intervention armée, a pris prétexte d'ingérences extérieures en Afghanistan. Par conséquent, un accord mutuel de toutes les parties concernées pour que cessent toutes les ingérences, placerait l'U.r.s.s dans une position difficile.

Encore faudrait-il que le dialogue s'établisse. Que les modalités de contrôle plausibles soient proposées. Que le retrait des forces étrangères ne livre pas le pays à une guerre civile plus meurtrière encore. Que cessent les fournitures d'armes officielles ou clandestines. Que le sort des réfugiés soit réglé. Que les maquisards ne soient pas livrés au massacre.

Sans trop perdre la face

Ces questions difficiles ne peuvent être examinées par une conférence internationale qu'à la condition que les 2 superpuissances en acceptent le principe.

Pour l'instant, Moscou n'a pas encore réagi, mais on ne peut attendre d'ouverture de ce côté là que dans l'hypothèse bien peu probable où les dirigeants soviétiques y verraient une possibilité de se tirer, sans trop perdre la face, d'un mauvais pas. Et d'une position internationale devenue délicate en raison notamment de la réprobation

(Suite page 2)

POSITION

Le style c'est l'homme

par Guillaume Douze

Pas n'importe quel style et pas n'importe quel homme.

Le style d'abord. Duplice, comme l'homme. Côté public, fabriqué avec l'aide des conseillers en «image» : la photo avec l'accordéon, le pull à la T.v le boxer-short aux Antilles, le ski à Val d'Isère ou à Auron et souvent, très souvent les entants : de la fi-fille des affiches de 74, à Riton passé en revue le 14 juillet sur les Champs.

Côté privé, c'est, dirait Lacan, pas au net.

A table, se fait servir. Le premier. Avant ses invités et juste avant Madame. Et ne tolère pas de vis-à-vis : personne n'est digne de contempler ses mastications. Au salon, pour le café, le fauteuil pour lui, les chaises pour les autres. Non, pas de tabourets ! L'étiquette moderne, actuelle, horizon 2000. Genre Louis XV, mais en aluminium anodisé : la présidence des «must», Cartier, fournisseur.

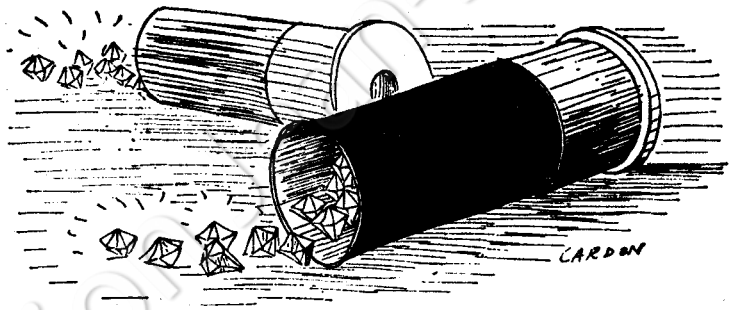
L'homme, lui est ingênable. Par le biais d'une feuille d'impôts, on apprend qu'il boursicote. Honteux ? Evidemment, puisqu'il n'est pas à la source des mouvements de mobilières : il est par fonction, la source. A tous les coups l'on gagne ! C'est petit ? A cette hauteur d'enjeux, c'est plus excitant qu'un loto truqué.

L'homme est pieux : il se rend à la messe. Surtout si photographes et télés sont là. Mais il évite les services funèbres de ses anciens amis : ni De Broglie, ni Boulin, ni Fontanet, anciens ministres, morts de mort violente, n'ont eu l'honneur d'une ultime visite recueillie. Sauf Journiac, conseiller «accidenté». Hommage à l'Afrique orpheline ?

L'homme est assez violent : il chasse. En grand. Dernier week-end à Rambouillet (Chambord se repeuple), quarante sangliers. Quarante fois dans la journée, le picotement unique du geste de tuer. Des cochons velus ? Et oui, l'Afrique et ses vrais fauves est devenue provisoirement infréquentable.

Un Canard déchainé nous apprend cette semaine, après nous en avoir appris bien d'autres, que le fusil de l'homme est un fusil spécial : à la crosse sertie. De diamants. De petits diamants qui dessinent, dans le bois dur, son nom. Est-ce plouc, cette coquetterie de parvenu ? C'est. Imaginez les regards en coin, les airs entendus des grands bourgeois sobres invités aux battues présidentielles lorsqu'ils découvrent la scintillante signature issue de Bokassa sur la crosse présidentielle !

Sans même parler du vote réfléchi, conscient qui doit intervenir dans quatorze mois, comme expliquer que tant de Français se reconnaissent dans cet homme-là ?



Dessin de Cardon - Le Canard Enchainé (20.02.80)

Consommation (Société de)

On le sait la publicité pour le tabac est sévèrement réglementée depuis le 8 juillet 1976. On l'a vu récemment puisque les fabricants de « Camel » ont été condamnés pour avoir osé dessiner un chameau un clop à la bouche.

Coincés de tous côtés les producteurs de tabacs ont cherché un expédient. Ils semblent l'avoir trouvé puisqu'on parle d'une publicité sur les tickets de PMU (1,2 milliards de tickets par an) ! Heureusement le comité national contre le tabagisme a réagi. Il faudra qu'il approuve le projet de maquette. On se disait aussi que la protection de nos poumons était efficace.

* *

Les prix de certains produits de charcuterie viennent d'être libérés. Mais rassurez-vous, il y a des compensations. Les charcutiers se sont engagés à diffuser un dépliant informatif sur leurs produits (ce qui ne sera jamais qu'une publi-information) et à inscrire sur un papier remis à l'acheteur le poids et le prix des morceaux servis, **ce qui est une obligation légale depuis l'arrêté du 30/10/1958 !**

Il y a longtemps que les Associations de consommateurs demandent qu'on puisse distinguer les produits réellement artisanaux et les autres : et que soit clairement indiquée la teneur en matière grasse qui varie du simple au double. Il parait que l'Administration est impuissante à obtenir cela. Même en échange de la libération des prix ?

Afghanistan

(suite de la première page)

de nombreux pays du Tiers-Monde. Mais sans doute est-ce encore trop tôt...

Du côté américain, les premières réactions sont défavorables, ce qui paraît indiquer, que, contrairement à ce qu'écrit *l'Humanité*, la proposition des Neuf n'est pas inspirée par Carter. Elle a donc toutes chances de rester un voeu pieux.

Timidement, l'Europe propose, mais ce sont les deux grands qui disposent.

G.F.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

La France et ses travailleurs immigrés

L'Europe va tout savoir

Les travailleurs turcs de la confection sont en grève de la faim depuis une semaine pour alerter l'opinion sur les conditions de travail et d'hébergement moyennageuses faites à leur 30.000 compatriotes «clandestins» immigrés en France.

Encouragés par le mouvement de solidarité qui se manifeste grâce, notamment, à l'action de la C.f.d.t, ils ont reçu mardi la visite de l'ambassadeur de Turquie à Paris et envisagent, si leur situation n'est pas régularisée, un recours devant les instances... européennes.

A Hayange c'est maintenant certain : Maître Vergès, avocat des travailleurs algériens expulsés du foyer Sonacotra et le juge Bidalou, empêché d'exercer ses fonctions par les pressions et les manœuvres de la Sonacotra soutenue par le pouvoir, ont décidé de porter l'affaire devant le Parlement européen : «Dans quelques jours», à déclaré mardi Vergès aux immigrés, «nous irons à Strasbourg parler aux députés communistes et socialistes européens».

Question : Messieurs Stoléru, Bonnet et d'Ornano feront-ils à cette occasion le voyage de Strasbourg pour y défendre leur «politique de l'immigration» ?

Parcours fédéral

LE GARD

avec Edmond Fabre

La Fédération du Gard, c'est quelque 2.000 militants (dans un département qui compte plus de 500.000 habitants). A sa tête, depuis le congrès de Metz : Edmond Fabre, maire des Angles, une commune de 5.800 habitants, située à trois kilomètres d'Avignon, sur la rive droite du Rhône.

— Quelle est la composition socio-professionnelle de la Fédération ?

«Les militants les plus nombreux sont des agriculteurs (800). Les ouvriers représentent 30 % de nos effectifs. La Fédération compte quatre vingt neuf sections dont quatre sections d'entreprises et trois G.s.e».

— Que représente le Parti socialiste, au plan électoral ?

«Excepté lors des élections européennes, nous rassemblons 25 % des suffrages. Nous sommes le deuxième Parti du département. Aprés le Parti communiste qui réunit 30 à 33 % des voix.

«Il n'y a pas de représentant socialiste gardois à l'Assemblée nationale. Nous sommes représentés, au Sénat, par Edgard Tailhade qui est aussi président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon.

«Avec les radicaux de gauche nous sommes majoritaires au Conseil général où nous comptons vingt représentants sur quarante-trois. Des socialistes sont à la tête des mairies de Bagnols-sur-Sèze, Les Angles, Bessèges, Le Vigan, La Grande-Combe.»

— Dans ce département où le Parti communiste est le premier des partis de gauche, les relations P.c-P.s sont-elles bonnes ?

«A Nîmes et à Alès, où le maire est communiste, ça ne va pas trop mal entre les deux partenaires de 1977 : il y a des discussions mais le contrat municipal est respecté. Les seules municipalités d'Union de la gauche véritablement en crise sont Bagnols-sur-Cèze et Aigues-Mortes.

«Dans la première, il y a des problèmes depuis deux ans et le maire socialiste a dû retirer leurs délégations à ses adjoints communistes. La crise est dans une phase aigüe à la mairie d'Aigues-Mortes : les socialistes qui sont fortement représentés admettent mal les méthodes de direction du maire communiste.

«Au plan fédéral, nous n'avons pratiquement plus de relations. Nous devons bientôt rencontrer les communistes. Je leur avais écrit dès le mois de septembre 1979, la réponse a mis plus de deux mois à venir, ils ont soulevé toutes sortes de difficultés.»

— Dans quel contexte économique se situe votre action ?

«Au Nord, le bassin houiller des Cévennes est en train de fermer ce qui restait de puits en exploitation. Autour de Bagnols-sur-Cèze, en revanche, à cause de Marcoule et le long du Rhône la région est relativement prospère, mais depuis deux ans on assiste à un ralentissement économique qui a même touché une entreprise comme l'Ardoix, qui fabrique du ferro-nickel pour Pechiney : il y a un an une quarantaine d'ouvriers ont été licenciés.

«Mais le Gard est un département où l'agriculture tient une grande place, la vigne en particulier. Et cette agriculture est dans une situation préoccupante, semblable à celle des autres départements viticoles du midi. Ce qui a des conséquences funestes sur les entreprises agro-alimentaires».

— Depuis le congrès de Metz, dans quel secteur ont porté les efforts de la Fédération ?

«Sur l'implantation dans les entreprises : trois G.s.e ou S.e ont été créés depuis Metz, quatre ou cinq sont sur le point de naître. Mais nous aussi nous avons fait un effort considérable pour la formation : samedi et dimanche prochains nous organisons un stage départemental de formation.

«Notre journal fédéral «Responsables dans le Gard» tire entre 5.000 et 6.000 exemplaires et nous avons un deuxième organe, «Ecole et socialisme», diffusé dans le milieu enseignant.

«Pour que le Parti puisse travailler correctement dans ce département il faudrait que la Fédération compte trois mille adhérents. C'est notre objectif.»

François Pain devant la 14e Chambre

Des témoins de l'innocence

Ultime déroulement de l'affaire du 23 mars, François Pain a comparu hier après-midi devant la 14e Chambre du tribunal correctionnel. Accusé «sur preuve photographique» d'avoir dérobé un sac dans un magasin éventré par les provocateurs, le cinéaste a toujours protesté de son innocence.

François Mitterrand et Raymond Forni ont contribué à la défense en envoyant au tribunal leur témoignage écrit.

D'autre part Pierre Joxe et Bernard Parmentier, eux aussi cités par la défense, se sont présentés à la barre.

LE SUICIDE D'UNE ENSEIGNANTE

Louis Mexandeau, délégué national à l'Education a publié le communiqué suivant :

La mort d'Huguette Charlot dépasse à l'évidence son cas personnel. Sans vouloir exploiter ce drame à des fins partisanes, le Parti socialiste se doit de rappeler qu'il est intervenu à plusieurs reprises depuis la rentrée scolaire pour attirer l'attention du Gouvernement sur le sort inacceptable qu'il fait aux maîtres auxiliaires.

Faut-il redire que les promesses de M. Beullac si insuffisantes soient-elles n'ont même pas été tenues ? Ce drame qui s'ajoute à d'autres, risque hélas de se répéter si les mesures d'intégration que demande le Parti socialiste ne sont pas prises rapidement, et si d'une façon plus générale on continue de sacrifier pour des raisons budgétaires mais aussi idéologiques le service public d'éducation.

Le P.s a en outre envoyé un télégramme à M. Beullac pour protester contre la politique de non-réemploi ou de mal emploi qui est responsable d'un grand nombre de situations personnelles dramatiques.

QUESTIONS ECRITES

de Pierre LAGORGE sur les incidences de la crise de l'énergie quant à la situation économique des horticulteurs et des pépiniéristes. Les entreprises en cause subissent durement les effets de la hausse des prix de l'énergie (pétrole, gaz liquifié et F.o.d). Cette augmentation générale est aggravée par le raccourcissement des délais de réglement des factures pétrolières (30 jours au lieu de 60, ou comptant en place de 30 jours) ou la suppression des ristournes anterieures pour le gaz liquéfié. Or, pour la profession spécialisée dans la culture en serre l'énergie atteint 30 % des chiffres d'affaires, ce qui lamine au-delà du supportable des marges bénéficiaires nettes.

de Louis LE PENSEC sur une pratique des Caisses de Mutualité Sociale Agricole qui considèrent les enfants d'exploitants comme aides-familiaux dès lors qu'ils sont inscrits à l'Anpe et vivent sur l'exploitation même si le genre concerné ne participe nullement à la mise en valeur de l'exploitation.

de Bernard DEROSIER sur les conditions déplorables de travail et de logement réservées à certaines catégories d'immigrés pour la plupart en provenance de Turquie et employés clandestinement dans la confection française.

de Guy BECHE sur les difficultés financières de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Education Permanente. Des licenciements sont actuellement en cours au sein de cet organisme sans qu'aucune mesure ne soit intervenue pour redresser la situation, en comblant un déficit budgétaire qui était tout à fait prévisible. Or, l'ADEP a contribué pour sa part aux efforts de développement d'une politique coordonnée du service public en matière de formation professionnelle.

Télé-P.S.

LE P.C. NE PEUT PAS PRENDRE LE RISQUE DE FAIRE

BATTRE LE CANDIDAT SOCIALISTE EN 1981.

Modèle économique 1980

Le Gouvernement des mots

Raymond Barre n'a rien appris de sa tournée aux Etats-Unis. Invité pour parler il n'a guère écouté ni même ouvert les yeux. Pourtant cela lui aurait peut-être évité de s'avancer plus avant dans l'impasse que constitue sa politique économique. Ayant jeté par dessus bord tout moyen de limiter directement la valse des étiquettes - ce qui est surtout choquant au stade du détail -, le Premier ministre ne peut plus lutter contre l'inflation que par deux moyens, le contrôle de la masse monétaire et l'imprécation.

En matière monétaire le postulat est simple. Si la monnaie en circulation ne se gonfle pas davantage que le produit intérieur brut, le risque de dérapage inflationniste est considéré comme nul. Ce béaba de l'économie politique, Barre en fait le pivot de sa politique, négligeant les économistes mêmes monétaristes - tel Irving Fisher - qui y ont apporté de nombreux bémols.

Ainsi, à masse monétaire constante une accélération de la vitesse de la circulation de la monnaie constitue une source d'inflation possible. C'est exactement ce à quoi on est en train d'assister aux Etats-Unis où le taux d'épargne des ménages tend vers zéro - et où la politique de restruction monétaire est un échec. De même en France où ce taux d'épargne a sensiblement régressé depuis six mois.

Reste donc l'exorcisme, autrement dit, le Gouvernement des mots. Un art dans lequel le Premier ministre est passé maître.

Pour le moment c'est l'heure du chantage vis-à-vis des chefs d'entreprise : «Modérez les salaires sinon ne comptez pas sur moi pour vous secourir que ce soit par des aides publiques ou par des possibilités de crédit supplémentaires» menace-t-il en substance.

C'est la politique de l'autruche, si l'on veut bien considérer que la demande intérieure, précisément alimentée pour majeure partie par les salaires, pourrait être un des seuls soutiens à l'activité en des temps où les experts de l'O.c.d.e prévoient la croissance zéro.

C'est persister dans l'erreur qui veut que les salaires soient responsables de l'inflation. Au nom des analyses en vogue actuellement à Matignon : pas de relance par la demande (c'est-à-dire par la consommation des ménages) mais une relance de l'activité par l'offre (c'est-à-dire par l'investissement).

Analyse qui se heurte pourtant à une réalité d'évidence : les patrons n'investissent pas dans les capacités de production - du moins en France - lorsqu'ils n'ont pas de débouchés supplémentaires devant les yeux. Restent ces fameux investissements de productivité qui conduisent à remplacer des hommes par des équipements. Les entreprises ont certes retrouvé l'aisance financière pour s'y lancer. Mais les résultats immédiats en seront un gonflement supplémentaire du chômage.

Inflation débridée, chômage à tout va. Allez au bout de vos raisonnements M. le Premier ministre !

Riposte : un journal nécessaire pour les cadres, utile pour les militants

Bulle

Il n'est pas de semaine désormais - de jour ? - où l'actualité ne nous apporte la nouvelle de la dernière bavure policière.

Ici, une balle part toute seule dans la tête d'un Algérien de 16 ans ou d'un (jeune) automobiliste victime d'une méprise... informatique. Là ce sont des inspecteurs traficants de papiers ou suborneurs de témoins.

A Nice, un nouvel «exploit» de l'antigang qui abat un gendarme dont la femme va se suicider en entrainant son jeune fils dans la mort.

A Strasbourg, sept inspecteurs de la P.j inculpés de coups et blessures sur la personne de quatre ressortissants étrangers...

La liste ne cesse de s'allonger. Il faudra bien la dresser un jour et se demander alors si au terme de «bavures» il ne vaudrait pas mieux substituer celui d'«habitudes». Et en tirer les conséquences.

Résumées

Houillières de Lorraine
La grève continue

Déception pour la direction des Houillères qui laissait prévoir une reprise du travail imminente à la suite de ses dernières propositions : les cheminots votant à bulletin secret, ont décidé de reconduire la grève commencé le 24 janvier dernier. Dès lundi les syndicats C.f.d.t, C.g.t et F.o avaient fait savoir qu'ils jugeaient insuffisantes les propositions de la direction.

Un appel à la grève générale dans les houillères du bassin de Lorraine pourrait-être lancé aujourd'hui.

R.p.r : couac en Aquitaine

Quatres Fédérations départementales de la région Aquitaine protestent dans un communiqué contre les déclarations d'Yves Guéna, qui s'interrogeait ces jours derniers sur les chances et l'opportunité d'une candidature R.p.r aux prochaines présidentielles face au président sortant, et allait jusqu'à se demander si le R.p.r ne devrait pas, plutôt, envisager un soutien à la candidature Giscard d'Estaing dès le premier tour.

Or, selon le communiqué, «la quasi unanimité des membres du Comité central ne partage pas ces analyses et désapprouve ces propositions» et «il est tout à fait regrettable que, cédant à la tentation de déclarations sensationnelles, Yves Guéna fasse aujourd'hui cavalier seul et prenne ainsi ses distances avec ces compagnons de toujours».

Réponse du R.p.r à Siméoni

A la suite des déclarations du Mouvement autonomiste corse, le R.p.r «défie quiconque d'apporter la moindre preuve qu'il ait une quelconque responsabilité dans les activités de polices parallèles, réelles ou supposées, en Corse ou ailleurs».

Rappelons que les individus appréhendés par les autonomistes à Bastelica possédaient des cartes du S.a.c et du R.p.r. On sait donc maintenant officiellement qu'il y a des fausses cartes R.p.r qui se balladent.

Contre les contrôles racistes

Les comités parisiens du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.r.a.p) organisent, samedi 23 février à 15 heures, une animation pour protester contre les contrôles racistes. Cette animation aura lieu au métro Chatelet (Fontaine), métro Barbès, et métro Bastille (ligne Vincennes-Neuilly).

Corse : les femmes sonnent le glas

Toutes les églises du canton du Fium'orbu, dont quatre mairies sont occupées depuis plusieurs jours par les mères, sœurs, épouses de militants emprisonnés, ont sonné le glas mercredi.

Et ce jeudi devait être une journée « Balagna morta » (arrêts de travail, magasins fermés, routes bloquées) à l'appel des collectifs locaux. Les socialistes participent à ces actions.

Des nouvelles occupations de mairies sont à prévoir pour les jours prochains ainsi que d'autres actions, actuellement en discussion au sein des collectifs.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris